

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203129]

24 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 1033 (2013-2014) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 avril 2014.

Discussion.

Vote.

Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs

Vu les articles 1^{er}, 24, 38, 39, 127, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Considérant qu'il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur un cadastre présentant les trajectoires des élèves et étudiants, tant internes à l'enseignement que hors enseignement sur le marché du travail et dans le domaine de la formation professionnelle, afin de permettre aux pouvoirs publics d'assurer une évaluation plus précise de l'impact de l'enseignement et des formations dispensées sur la vie et le parcours des élèves et étudiants et d'améliorer le pilotage de notre système éducatif et de la formation professionnelle,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, du Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, Marie-Martine Schyns;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, et du Ministre de l'Emploi et de la Formation, André Antoine;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudi Vervoort, et de la Ministre de l'Economie et de l'Emploi, Céline Fremault;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège, en la personne de son Ministre-Président, Christos Doulkeridis, du Ministre de la Formation professionnelle, Rachid Madrane, et de la Ministre de la Formation professionnelle des Classes moyennes, Céline Fremault;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Karl-Heinz Lambertz, et du Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi, Oliver Paasch,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération on entend par :

1. ACTIRIS : l'Office régional bruxellois de l'Emploi régi par l'ordonnance du 18 janvier 2001;
2. ADG : Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un office de l'emploi en Communauté germanophone;
3. AGERS : l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
4. ARES : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur créé par le décret du 7 novembre 2013;
5. « Base de données pilotage » : la base de données statistiques individuelles des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, données issues du fichier de comptage des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire;
6. Bruxelles Formation : l'Institut bruxellois francophone de Formation professionnelle, créé par le décret du 17 mars 1994;
7. ETNIC : l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication créée par le décret du 27 mars 2002;
8. FOREm : l'Office wallon de la Formation et de l'Emploi, institué par le décret du 6 mai 1999;
9. IAWM : l'Institut für Aus und Weiterbildung im Mittelstand créé par le décret du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E.;
10. IBSA : l'Institut bruxellois de Statistiques et d'Analyse - Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
11. IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises créé par le décret du 17 juillet 2003;
12. IWEPS : l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique, créé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique;
13. « Saturn » : la base de données à des fins statistiques, historiques et scientifiques reprenant les étudiants de l'enseignement supérieur hors universités issus de la collecte de données à des fins statistiques « Saturn » réalisée auprès des établissements d'enseignement supérieur;
14. SFPME : le Service de formation P.M.E., créé par le décret du 17 juillet 2003 de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles;
15. « Secrétariat général » : le Secrétariat général du Ministère de la Communauté française;
16. Tiers de confiance : l'organisation intermédiaire telle que définie à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 2. Le présent accord de coopération organise la mise en œuvre d'un cadastre, outil statistique intégré de suivi des élèves de l'enseignement secondaire et supérieur, dont les objectifs sont :

1. d'analyser les flux de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé vers l'enseignement supérieur;
2. d'analyser les flux intra enseignement secondaire ordinaire et spécialisé;
3. d'analyser les flux intra enseignement supérieur;
4. d'analyser les flux du système d'enseignement secondaire et supérieur vers le marché du travail et/ou vers les dispositifs de formation professionnelle;
5. d'assurer le suivi de l'ensemble des trajectoires des cohortes successives de sortants du système d'enseignement et ce sur une période de dix ans.

L'outil doit permettre de réaliser des analyses au niveau de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de territoires plus ciblés tels que les bassins de vie Enseignement - Formation - Emploi.

Art. 3. § 1^{er}. La mise en œuvre de l'outil visé à l'article 2, demande d'interconnecter différentes sources de données de l'enseignement, de la sécurité sociale et des opérateurs de formation professionnelle. L'outil doit intégrer des données d'origine différentes déterminées ci-après. Des données complémentaires à celles-ci peuvent être ajoutées pour affiner l'analyse et préciser les flux.

§ 2. Pour l'enseignement, les données nécessaires à la construction de l'outil sont issues :

1. de la base de données « pilotage » dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, en ce y compris la clé pilotage qui permet d'intégrer les données nécessaires à reconstituer l'identification des élèves pour permettre les couplages par le tiers de confiance avec les autres bases de données;
2. de la base de données « Saturn » dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, en ce y compris la clé « identifiant » qui permet d'intégrer les données nécessaires à reconstituer l'identification des élèves pour permettre le couplage par le tiers de confiance avec les autres bases de données;
3. de la base de données de l'ARES reprenant les étudiants de l'enseignement supérieur dont le responsable du traitement des données est l'ARES;
4. des données concernant les étudiants de l'enseignement de promotion sociale dont le responsable du traitement des données est l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique;
5. des données concernant l'enseignement secondaire ordinaire et spécial et de l'enseignement supérieur de la Communauté germanophone dont le responsable du traitement des données est le Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

§ 3. Les données administratives hors secteur de l'enseignement qui sont visées pour constituer l'outil sont issues :

1. en ce qui concerne le parcours sur le marché de l'emploi, des données issues de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale;
2. en ce qui concerne le parcours de formation, des données issues des bases des données du FOREm (en ce compris les données relatives aux Régies de quartier, MIRE, EFT/OISP et AWIPH, dont le FOREm dispose par convention), de Bruxelles Formation, de l'IFAPME, du SFPME, de l'ADG et de l'IAWM.

Art. 4. § 1^{er}. En accord avec le Ministère de la Communauté française, l'opérateur informatique ETNIC, agissant comme sous-traitant, est chargé pour chaque année à partir de 2005 :

1. de fournir au tiers de confiance, avec le numéro de registre national et la clé comptage, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les élèves sortants de la base de données pilotage;
2. de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification et la clé Saturn, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les étudiants de la base données Saturn;
3. de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification et la clé Saturn, les variables définies par le groupe de travail, défini à l'article 5, § 5, concernant les sortants de la base de données Saturn.

§ 2. L'opérateur informatique ETNIC, au vu de ses missions issues de l'accord de coopération du 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistique, est chargé pour chaque année à partir de 2005 :

1. de mettre à disposition de l'IBSA, de l'IWEPS, du FOREm, de l'IFAPME, du SFPME, de l'IAWM, de l'ADG, de l'AGERS, du Secrétariat général, de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi d'Actiris, du Service d'études de Bruxelles Formation et du Service d'études du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft les données des sortants du système de l'enseignement;
2. du chargement de ces données dans une datawarehouse;
3. de mettre à disposition, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un outil permettant l'exploitation de l'ensemble des données agrégées et leur suivi à l'IBSA, l'IWEPS, le FOREm, l'IFAPME, le SFPME, l'IAWM, l'ADG, l'AGERS, le Secrétariat général, l'Observatoire bruxellois de l'Emploi d'Actiris, le Service d'études de Bruxelles Formation et le Service d'études du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft selon les modalités et les priorités qui seront définies par le Comité de pilotage;
4. de fournir des informations individuelles uniquement sur demande du Comité de pilotage et selon les modalités définies au cas par cas par le Comité. S'il s'agit de données non anonymes, elles devront être transférées au tiers de confiance qui procédera aux différentes mises en relation souhaitées des bases de données et à leur codification.

§ 3. L'opérateur ARES est chargé, pour chaque année à partir de 2005, de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification :

1. les éléments de la base de données des étudiants des universités qui permettent de reconstituer leurs parcours dans l'enseignement universitaire;
2. les sortants de la base de données de l'ARES.

§ 4. L'opérateur Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft est chargé, pour chaque année disponible depuis 2005, de fournir au tiers de confiance, avec les données d'identification :

1. les données des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé qui permettent de reconstituer les parcours d'études;
2. les sortants de la base des données des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé;
3. les données des étudiants de l'enseignement supérieur qui permettent de reconstituer les parcours d'études;
4. les sortants de la base des données des étudiants de l'enseignement supérieur.

§ 5. Les opérateurs de formation professionnelle : le FOREm, Bruxelles Formation, l'IFAPME, le SFPME, l'ADG et l'IAWM sont chargés de fournir, pour chaque année à partir de 2005 si les données sont disponibles, au tiers de confiance, les données issues de leur base de données et les données d'identification nécessaires à la reconstitution du parcours de formation des élèves sortis du système d'enseignement.

§ 6. Le tiers de confiance est chargé :

1. de réaliser les jointures entre les données individuelles issues des différentes bases de données;
2. de coder les données conformément aux dispositions prévues par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et par son arrêté d'exécution du 13 février 2001;
3. de fournir les données individuelles et l'agencement des variables définies par le groupe de travail défini à l'article 5, § 5, issues des différentes sources de données interconnectées et codées à l'ETNIC.

Art. 5. § 1^{er}. Pour optimiser les collaborations nécessaires aux objectifs visés à l'article 2, il est créé un Comité de Pilotage.

§ 2. Le Comité de pilotage est composé des membres suivants :

1. Pour la Communauté française :
 - a) le Secrétaire général du MFWB ou son représentant;
 - b) le Directeur de la Direction de la Recherche du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ou son représentant;
 - c) l'Administrateur général de l'AGERS ou son représentant;
 - d) un membre du Service général du Pilotage du système éducatif;
 - e) l'Administrateur général l'ARES ou son représentant;
 - f) le Ministre de l'Enseignement secondaire ou son représentant;
 - g) le Ministre de l'Enseignement supérieur ou son représentant;
 - h) le Ministre en charge de l'Enseignement de Promotion sociale ou son représentant;
 - i) le Ministre en charge des Statistiques ou son représentant;
 - j) l'Administrateur général de l'Etnic ou son représentant;
2. Pour la Communauté germanophone :
 - a) le Ministre en charge de l'Enseignement ou son représentant;
 - b) le responsable du Ministère en charge de la Formation ou de son représentant;

3. Pour la Région wallonne :

- a) le Ministre de la Formation ou son représentant;
- b) le Ministre de l'Emploi ou son représentant;
- c) l'Administrateur général de l'IWEPs ou son représentant;
- d) l'Administrateur général du FOREm ou son représentant;
- e) l'Administrateur général de l'IFAPME ou son représentant;
- f) un représentant de l'Interfédération des EFT/OISP;

4. Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

- a) le Ministre en charge des Statistiques ou son représentant;
- b) le Ministre en charge de l'Emploi ou son représentant;
- c) le Directeur de l'IBSA ou son représentant;
- d) le Directeur de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi ou son représentant;
- e) un représentant de la FEBISP;

5. Pour la Commission communautaire française :

- a) le Ministre de la Formation professionnelle ou son représentant;
- b) le Directeur de Bruxelles Formation ou son représentant;
- c) le Ministre de la Formation des Classes moyennes ou son représentant;
- d) le Directeur du SFPME ou son représentant.

§ 3. Les Ministres de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Communauté flamande, ou leur représentant, sont invités à titre d'observateur, avec voix consultative, aux réunions du Comité de pilotage.

§ 4. Le Comité de pilotage a pour missions de :

1. désigner le tiers de confiance tel que défini à l'article 1^{er}, 15°;
2. préparer et/ou rendre des avis sur les modalités d'exécution opérationnelle, financière, technique et administrative découlant de la mise en œuvre du présent accord de coopération;
3. proposer toute mesure pouvant faciliter la mise en relation des bases de données nécessaires à la constitution du cadastre visé à l'article 2 et établir les protocoles de collaboration nécessaires à la mise à disposition mutuelle de données dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
4. confier, commander, encadrer, évaluer et valoriser toutes études, analyses, prospectives et conduites sur base des données du cadastre visé à l'article 2. Toutes les études, analyses et recherches produites sur base de ces données sont transmises aux membres du Comité de pilotage;
5. statuer sur toute demande de données agrégées ou individuelles issues du cadastre visé à l'article 2;
6. transmettre aux gouvernements signataires des recommandations pour améliorer l'outil sur la base d'un rapport rédigé par le Service général du pilotage du système éducatif, l'Observatoire de l'Enseignement supérieur, l'IWEPs et l'IBSA et tout membre du Comité de pilotage qui désire être associé à la rédaction. Ces recommandations pourront porter, notamment, sur un élargissement de l'outil à l'analyse et au suivi des flux entre les dispositifs de formation professionnelle au regard de l'évolution vers l'insertion socioprofessionnelle. Afin d'alimenter ce rapport, tous les membres du Comité de pilotage transmettent, le cas échéant, leurs remarques, suggestions, propositions aux rédacteurs du rapport;
7. prendre les mesures visant à permettre un développement et une mise en œuvre cohérente du cadastre visé à l'article 2 avec les outils similaires développés par la Communauté flamande afin de pouvoir envisager un échange de données sur les trajectoires des élèves et des étudiants qui passent du système d'enseignement d'une Communauté à l'autre Communauté;
8. développer des collaborations avec les pays voisins afin d'envisager un échange de données sur les trajectoires des étudiants qui poursuivent leur parcours à l'étranger ainsi que des étudiants qui proviennent de l'étranger;
9. d'informer de manière régulière le Conseil économique et social de Wallonie, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que l'Assemblée des Instances bassin de vie des études, analyses, prospectives et conduites sur base des données du cadastre visé à l'article 2.

§ 5. La présidence du Comité de pilotage est assurée par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son représentant.

§ 6. Le Comité de pilotage rédige, sur proposition du représentant du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, un règlement d'ordre intérieur qui détermine, notamment, les procédures de prise de décision.

Un comité technique dit « groupe de travail » est institué par le Comité de pilotage. Celui-ci est chargé d'assurer la mise en œuvre technique du cadastre visé à l'article 2. Dans ce cadre, il sera chargé :

- d'assurer le suivi techniques des décisions prises par le Comité de pilotage;
- d'alimenter le Comité de pilotage en proposition de décision;
- de définir et de suivre régulièrement les travaux réalisés dans le cadre du cadastre visé à l'article 2 par les agents visés à l'article 6;
- et d'assurer toutes autres missions définies dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. L'IWEPs mobilise une partie du temps de travail des deux attachés scientifiques équivalents temps plein rémunérés par la Communauté française dans le cadre de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Communauté française et la Région wallonne dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques pour produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et non obligatoire.

La Communauté française mobilise spécifiquement un agent de niveau 1 équivalent temps plein au sein de l'AGERS pour produire des analyses utiles au pilotage de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement non obligatoire.

Art. 7. § 1^{er}. Une période de deux ans, dite période de transition, après l'entrée en vigueur du présent accord, est dédiée à la mise en place des outils informatiques et à la réalisation des interconnexions entre les différentes bases de données.

§ 2. Durant cette période de transition, tout ou partie des données peuvent être interconnectées et des analyses partielles peuvent être menées.

Il appartient au Comité de pilotage de décider des priorités soit sectorielles, soit géographiques, soit chronologiques.

Art. 8. La mise en œuvre et le développement du cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs fait l'objet d'une évaluation deux ans après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération. Cette évaluation est réalisée par le Comité de pilotage visé à l'article 5 et adressée à l'ensemble des gouvernements signataires.

Sur base de cette évaluation et en fonction de l'avancement du cadastre, les gouvernements signataires solliciteront le Gouvernement de la Communauté flamande afin d'envisager la mise en place d'un système d'échange de données sur les trajectoires des élèves et des étudiants qui passent du système d'enseignement d'une Communauté à l'autre Communauté.

Cette évaluation est transmise pour information au Conseil économique et social de Wallonie et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. Les données du cadastre visé à l'article 2 permettront également à l'IWEPS (dans le cadre de l'Observatoire wallon de l'Emploi), en collaboration, notamment, avec l'AMEF et l'IFAPME, de développer un outil statistique intégré de suivi des apprenants et des stagiaires en formation professionnelle en Région wallonne de langue française et d'analyser les flux entre les dispositifs de formation professionnelle et au regard de l'évolution vers l'insertion socioprofessionnelle.

Art. 10. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 11. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Bruxelles, le 20 mars 2014.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M-M. SCHYNS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

La Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
Mme C. FREMAULT

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
Ch. DOULKERIDIS

Le Ministre de la Formation professionnelle,
R. MADRANE

La Ministre de la Formation professionnelle des classes moyennes,
Mme C. FREMAULT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi,
O. PAASCH

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203129]

24. APRIL 2014 — Dekret zur Billigung des am 20. März 2014 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Organisation der Umsetzung eines Katasters der Bildungswege und der postakademischen Bildungswege (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das am 20. März 2014 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Organisation der Umsetzung eines Katasters der Bildungswege und der postakademischen Bildungswege wird gebilligt.

Art. 2 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen wird vorliegendem Dekret beigefügt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Note

(1) Sitzung 2013-2014.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1033 (2013-2014). Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 23. April 2014.

Diskussion

Abstimmung.

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Organisation der Umsetzung eines Katasters der Bildungswege und der postakademischen Bildungswege

In Anbetracht der Artikel 1, 24, 38, 39, 127, 134 und 138 der Verfassung;

In Anbetracht des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 92bis, § 1, aufgenommen durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

In der Erwägung, dass es unabdingbar ist, sich auf ein Kataster mit den Bildungswegen der Schüler und Studenten stützen zu können, sowohl im Unterrichtswesen als auch außerhalb auf dem Arbeitsmarkt und im Bereich der beruflichen Ausbildung, damit die Behörden eine genauere Bewertung der Auswirkungen des Unterrichtswesens und der erteilten Ausbildungen auf das Leben und den Werdegang der Schüler und Studenten vornehmen und die Steuerung unseres Bildungssystems sowie der beruflichen Ausbildung verbessern können, haben die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in Person ihres Ministerpräsidenten, Rudy Demotte, des Ministers für das Hochschulwesen, Jean-Claude Marcourt, und der Ministerin für Unterricht und Erwachsenenfortbildung, Marie-Martine Schyns;

die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, in Person ihres Ministerpräsidenten, Rudy Demotte, und des Ministers für Beschäftigung und Ausbildung, André Antoine;

die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch ihre Regierung, in Person ihres Ministerpräsidenten, Rudi Vervoort, und der Ministerin für Wirtschaft und Beschäftigung, Céline Fremault;

die Französische Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium, in Person ihres Ministerpräsidenten, Christos Doukeridis, des Ministers für die berufliche Ausbildung, Rachid Madrane, und der Ministerin für die berufliche Ausbildung des Mittelstands, Céline Fremault;

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in Person ihres Ministerpräsidenten, Karl-Heinz Lambertz, und des Ministers für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung, Oliver Paasch,

Folgendes vereinbart:

Artikel 1. Für die Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommen gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. ACTIRIS: Regionales Brüsseler Amt für Beschäftigung gemäß der Ordonnanz vom 18. Januar 2011;
2. ADG: Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft, eingerichtet im Zuge des Dekretes vom 17. Januar 2000 über die Einrichtung eines Arbeitsamtes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
3. AGERS: Allgemeine Verwaltung für Unterricht und wissenschaftliche Forschung des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;
4. ARES: Akademie für Forschung und Hochschulwesen, eingerichtet im Zuge des Dekretes vom 7. November 2013;
5. "Steuerungsdatenbank": Datenbank mit individuellen statistischen Daten der Schüler des Grund- und Sekundarschulunterrichts, Daten aus der Datei zur Zählung der Schüler des Grund- und Sekundarschulunterrichts;
6. Bruxelles Formation: Französischsprachiges Brüsseler Institut für berufliche Ausbildung, eingerichtet im Zuge des Dekrets vom 17. März 1994;
7. ETNIC: Staatsunternehmen für die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien, eingerichtet im Zuge des Dekrets vom 27. März 2002;
8. FOREm: Wallonisches Amt für Ausbildung und Beschäftigung, eingerichtet im Zuge des Dekrets vom 6. Mai 1999;
9. IAWM: Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand, eingerichtet im Zuge des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und den KMU;
10. IBSA: Brüsseler Institut für Statistik und Analyse - Ministerium der Region Brüssel-Hauptstadt;
11. IFAPME: Wallonisches Institut für duale Ausbildung und Selbständige sowie kleine und mittlere Unternehmen, eingerichtet im Zuge des Dekrets vom 17. Juli 2003;
12. IWEPS: Wallonisches Institut für Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik, eingerichtet im Zuge des Dekrets vom 4. Dezember 2003 über die Einsetzung des Wallonischen Instituts für Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik;
13. "Saturn": Datenbank zu statistischen, historischen und wissenschaftlichen Zwecken, in der die Hochschulstudenten außerhalb von Universitäten anhand der bei den Hochschuleinrichtungen durchgeführten Datensammlung "Saturn" zu statistischen Zwecken erfasst werden;
14. SFPME: KMU-Ausbildungsdienst, eingerichtet im Zuge des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission vom 17. Juli 2003 über die Einsetzung einer Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung für die Verwaltung und Förderung der ständigen Weiterbildung des Mittelstands sowie der kleinen und mittleren Unternehmen in Brüssel;
15. Generalsekretariat: Generalsekretariat des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;
16. Vertrauenswürdiger Dritter: Vermittlungsorganisation gemäß Artikel 1, 6°, des Königlichen Erlasses vom 13. Februar 2001 zur Umsetzung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz der Privatsphäre gegenüber der Verarbeitung personenbezogener Daten.

Art 2 - In dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen, wird die Umsetzung eines Katasters organisiert, eines integrierten statistischen Instrumentes zur Weiterverfolgung der Schüler des Sekundar- und Hochschulunterrichtes mit folgenden Zielen:

1. Auswertung der Bewegungsströme vom Regel- und Fördersekundarschulunterricht zum Hochschulwesen;
2. Auswertung der internen Bewegungsströme des Regel- und Fördersekundarschulunterricht;
3. Auswertung der internen Bewegungsströme des Hochschulwesens;
4. Auswertung der Bewegungsströme vom System des Sekundar- und Hochschulunterrichtes zum Arbeitsmarkt und/oder den Strukturen der beruflichen Ausbildung;
5. Weiterverfolgung aller Werdegänge der aufeinander folgenden Abgänger-Kohorten des Unterrichtswesens und zwar über einen Zeitraum von zehn Jahren.

Mit diesem Instrument müssen Analysen in Bezug auf die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt, die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft und zielführende Gebiete wie die Lebensbereiche Unterricht - Ausbildung - Beschäftigung durchgeführt werden können.

Art 3 - § 1. Die Anwendung des in Artikel 2 vorgesehenen Instrumentes erfordert die Verknüpfung verschiedener Datenquellen des Unterrichtswesens, der sozialen Sicherheit und der Träger der beruflichen Ausbildung. Das Instrument muss Daten unterschiedlicher, weiter unten näher bestimmter Herkunft übernehmen. Die letzteren Angaben ergänzende Daten können hinzugefügt werden, um die Analyse zu verfeinern und die Bewegungsströme genauer darzulegen.

§ 2. Für das Unterrichtswesen stammen die für den Aufbau des Instrumentes notwendigen Daten aus folgenden Quellen:

1. der Steuerungsdatenbank, deren für die Datenverarbeitung verantwortliches Organ die Allgemeine Verwaltung für Unterricht und wissenschaftliche Forschung ist, einschließlich des Steuerungsschlüssels, mit dem die zur Wiederherstellung der Identifikation der Schüler notwendigen Daten übernommen werden können, um die Kopplungen mit den anderen Datenbanken durch den vertrauenswürdigen Dritten zu ermöglichen;
2. der Datenbank "Saturn", deren für die Datenverarbeitung verantwortliches Organ die Allgemeine Verwaltung für Unterricht und wissenschaftliche Forschung ist, einschließlich des "Erkennungsschlüssels", mit dem die zur Wiederherstellung der Identifikation der Schüler notwendigen Daten übernommen werden können, um die Kopplung mit den anderen Datenbanken durch den vertrauenswürdigen Dritten zu ermöglichen;
3. der Datenbank der ARES mit den Studenten des Universitätsunterrichtes, für deren Datenverarbeitung die ARES verantwortlich ist;
4. den Daten zu den Studenten der Erwachsenenfortbildung, deren für die Datenverarbeitung verantwortliches Organ die Allgemeine Verwaltung für Unterricht und wissenschaftliche Forschung ist;
5. den Daten zum Regel- und Fördersekundarschulunterricht sowie Hochschulunterricht der Deutschsprachigen Gemeinschaft, deren für die Datenverarbeitung verantwortliches Organ das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist.

§ 3. Die zur Erstellung des Instrumentes anvisierten Verwaltungsdaten außerhalb des Unterrichtswesens stammen aus:

1. den Datensätzen der zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, was den Werdegang auf dem Arbeitsmarkt betrifft;

2. den Daten aus den Datenbanken des FOREm (darunter auch die Daten bezüglich der Wohnviertelregie, MIRE, EFT/OISP und AWIPH, über die das FOREm vereinbarungsgemäß verfügt), von Bruxelles Formation, des IFAPME, des SFPME, des ADG und des IAWM, was den Werdegang der Ausbildung betrifft.

Art 4 - § 1. Im Einvernehmen mit dem Ministerium der Französischen Gemeinschaft wird der als Subunternehmer auftretende Informatikbetreiber ETNIC ab 2005 für jedes Jahr beauftragt:

1. dem vertrauenswürdigen Dritten neben der Nationalregisternummer und dem Zählerschlüssel die von der Arbeitsgruppe gemäß Artikel 5, § 5 festgelegten Variablen bezüglich der aus der Steuerungsdatenbank ausscheidenden Schüler zu liefern;

2. dem vertrauenswürdigen Dritten neben den Identifikationsdaten und dem Saturn-Schlüssel die von der Arbeitsgruppe gemäß Artikel 5, § 5 festgelegten Variablen bezüglich der Studenten aus der Saturn-Datenbank zu liefern;

3. dem vertrauenswürdigen Dritten neben den Identifikationsdaten und dem Saturn-Schlüssel die von der Arbeitsgruppe gemäß Artikel 5, § 5 festgelegten Variablen bezüglich der Abgänge aus der Saturn-Datenbank zu liefern.

§ 2. In Anbetracht seiner Aufgaben aus dem Zusammenarbeitsabkommen vom 8. Oktober 2009 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region im Rahmen der Stärkung der Synergien im Statistikbereich wird der Informatikbetreiber ETNIC ab 2005 für jedes Jahr beauftragt:

1. dem IBSA, dem IWEPs, dem FOREm, dem IFAPME, der SFPME, dem IAWM, dem ADG, der AGERS, dem Generalsekretariat, der Brüsseler Beobachtungsstelle für Beschäftigung Actiris, dem Studiendienst von Bruxelles Formation und dem Studiendienst des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Daten der Abgänge aus dem Unterrichtssystem bereitzustellen;

2. diese Daten in einem Data Warehouse zu speichern;

3. im Rahmen der verfügbaren Haushaltskredite ein Instrument zur Nutzung aller ausgewiesenen Daten und zu deren Weiterverfolgung für das IBSA, das IWEPs, das FOREm, das IFAPME, den SFPME, das IAWM, das ADG, die AGERS, das Generalsekretariat, die Brüsseler Beobachtungsstelle für Beschäftigung Actiris, den Studiendienst von Bruxelles Formation und den Studiendienst des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß der vom Lenkungsausschuss bestimmten Modalitäten und Prioritäten bereitzustellen;

4. individuelle Informationen nur auf Anfrage des Lenkungsausschusses und gemäß pro Einzelfall vom Ausschuss bestimmter Modalitäten zu liefern. Wenn es sich um nicht anonyme Daten handelt, müssen sie an den vertrauenswürdigen Dritten weitergeleitet werden, der die verschiedenen gewünschten Verknüpfungen der Datenbanken sowie die Kodifizierung vornehmen wird.

§ 3. Der Betreiber ARES ist beauftragt, dem vertrauenswürdigen Dritten ab 2005 für jedes Jahr folgende Angaben mit den Identifikationsdaten zu liefern:

1. die Elemente aus der Datenbank der Universitätsstudenten, die eine

Rückverfolgung der Werdegänge im Universitätsunterricht ermöglichen;

2. die Abgänge der Datenbank der ARES.

§ 4. In seiner Eigenschaft als Betreiber wird das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt, dem vertrauenswürdigen Dritten für jedes verfügbare Jahr seit 2005 nebst Identifikationsdaten Folgendes zu liefern:

1. die Daten der Schüler des Regel- und Fördersekundarschulunterrichtes, die eine Rückverfolgung der Studiengänge ermöglichen;

2. die Abgänge aus der Datenbank der Schüler des Regel- und Fördersekundarschulunterrichtes;

3. die Daten der Studenten des Hochschulunterrichtes, die eine Rückverfolgung der Studiengänge ermöglichen;

4. die Abgänge aus der Datenbank der Studenten des Hochschulunterrichtes.

§ 5. Die Betreiber der beruflichen Ausbildung: das FOREm, Bruxelles Formation, das IFAPME, der SFPME, das ADG, und das IAWM sind beauftragt, dem vertrauenswürdigen Dritten ab 2005 für jedes Jahr bei entsprechender Datenverfügbarkeit die Daten aus ihrer Datenbank sowie die für die Rückverfolgung des Ausbildungsweges der aus dem Unterrichtssystem ausgeschiedenen Schüler notwendigen Identifikationsdaten zu liefern.

§ 6. Der vertrauenswürdige Dritte ist beauftragt:

1. die Verbindungen zwischen den individuellen Daten aus den verschiedenen Datenbanken herzustellen;

2. die Daten gemäß der im Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz der Privatsphäre gegenüber Verarbeitungen personenbezogener Daten sowie in dessen Ausführungserslass vom 13. Februar 2001 vorgesehenen Bestimmungen zu kodieren;

3. die individuellen Daten und den Aufbau der von der Arbeitsgruppe gemäß Artikel 5, § 5 bestimmten Variablen aus den verschiedenen durch ETNIC miteinander verknüpften und kodierten Datenquellen zu liefern.

Art 5 - § 1. Zur Optimierung der notwendigen Zusammenarbeit für die in Artikel 2 aufgeführten Ziele wird ein Lenkungsausschuss gegründet.

§ 2. Der Lenkungsausschuss besteht aus den folgenden Mitgliedern:

1. Für die Französische Gemeinschaft:

- a) der Generalsekretär des MFWB oder sein Vertreter;
- b) der Direktor der Forschungsdirektion des Generalsekretariats des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft oder sein Vertreter;
- c) der Generalverwalter der AGERS oder sein Vertreter;
- d) ein Mitglied des Allgemeinen Dienstes für die Steuerung des Bildungssystems;
- e) der Generalverwalter des ARES oder sein Vertreter;
- f) der Minister des Sekundarschulunterrichtes oder sein Vertreter;
- g) der Minister des Hochschulunterrichtes oder sein Vertreter;
- h) der Minister für Erwachsenenfortbildung oder sein Vertreter;
- i) der Minister für Statistiken oder sein Vertreter;
- j) der Generalverwalter von Etnic oder sein Vertreter.

2. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

- a) der Unterrichtsminister oder sein Vertreter;
- b) der Verantwortliche des Ministeriums für die Ausbildung oder sein Vertreter.

3. Für die Wallonische Region:

- a) der Bildungsminister oder sein Vertreter;
- b) der Minister für Beschäftigung oder sein Vertreter;
- c) der Generalverwalter des IWEPS oder sein Vertreter;
- d) der Generalverwalter des FOREm oder sein Vertreter;
- e) der Generalverwalter des IFAPME oder sein Vertreter;
- f) ein Vertreter des übergreifenden Verbandes der EFT/OISP.

4. Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

- a) der Minister für Statistik oder sein Vertreter;
- b) der Minister für Beschäftigung oder sein Vertreter;
- c) der Direktor des IBSA oder sein Vertreter;
- d) der Direktor der Brüsseler Beobachtungsstelle der Beschäftigung oder sein Vertreter;
- e) ein Vertreter der FEBISP.

5. Für die Französische Gemeinschaftskommission:

- a) der Minister für berufliche Ausbildung oder sein Vertreter;
- b) der Direktor von Bruxelles Formation oder sein Vertreter;
- c) der Minister für die mittelständische Ausbildung oder sein Vertreter;
- d) der Direktor des SFPME oder sein Vertreter.

§ 3. Die Minister für Unterricht, Beschäftigung und berufliche Ausbildung der Flämischen Gemeinschaft, oder ihre Vertreter, werden als Beobachter mit beratender Stimme zu den Sitzungen des Lenkungsausschusses eingeladen.

§ 4. Der Lenkungsausschuss hat folgende Aufgaben:

- 1. den vertrauenswürdigen Dritten gemäß Artikel 1, 15 benennen;
- 2. Stellungnahmen zu den im Zuge der Umsetzung dieses Zusammenarbeitsabkommens anfallenden operativen, finanziellen, technischen und administrativen Durchführungsmodalitäten vorbereiten und/oder abgeben;
- 3. jegliche Maßnahme zur Erleichterung der Wechselbeziehung zwischen den für die Erstellung des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters notwendigen Datenbanken vorschlagen und die für die gegenseitige Bereitstellung der Daten erforderlichen Kooperationsprotokolle unter Einhaltung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz der Privatsphäre gegenüber der Verarbeitung personenbezogener Daten aufsetzen;
- 4. sämtliche zukunftsorientierten und auf der Grundlage der Daten des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters durchgeführten Studien und Analysen in Auftrag geben, bestellen, begleiten, be- und verwerten. Sämtliche auf der Grundlage dieser Daten erstellten Studien, Analysen und Nachforschungen werden an die Mitglieder der Lenkungsgruppe weitergeleitet;
- 5. über jeglichen Antrag auf gebündelte oder individuelle Daten aus dem in Artikel 2 vorgesehenen Kataster befinden;

6. den unterzeichnenden Regierungen Empfehlungen zur Verbesserung des Instrumentes auf der Grundlage eines durch den Allgemeinen Dienst für die Steuerung des Bildungssystems, die Beobachtungsstelle des Hochschulunterrichtes, des IWEPS und des IBSA sowie jegliches an der Mitwirkung der Redaktion interessierte Mitglied des Lenkungsausschusses verfassten Berichtes zukommen lassen. Diese Empfehlungen können insbesondere die Ausdehnung des Instrumentes auf die Analyse und Weiterverfolgung der Bewegungsströme zwischen den Systemen der beruflichen Ausbildung mit Blick auf den Schritt zur sozioberuflichen Eingliederung betreffen. Um diesen Bericht inhaltlich zu füllen, unterbreiten alle Mitglieder des Lenkungsausschusses gegebenenfalls ihre Anmerkungen, Anregungen, Vorschläge den Verfassern des Berichtes;

7. Maßnahmen für eine Entwicklung und eine auf die ähnlichen von der Flämischen Gemeinschaft entwickelten Instrumente abgestimmte Umsetzung des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters treffen, um einen Datenaustausch über die Bildungswege der von dem Unterrichtssystem einer Gemeinschaft zur anderen Gemeinschaft wechselnden Schüler und Studenten in Betracht ziehen zu können;

8. Kooperationen mit den Nachbarländern entwickeln, um einen Datenaustausch über die Bildungswege der ihr Studium im Ausland fortsetzenden sowie der aus dem Ausland kommenden Studenten in Betracht zu ziehen;

9. den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie, den Wirtschafts- und Sozialrat der Region Brüssel-Hauptstadt sowie die Versammlung der Instanzen der Lebensbereiche regelmäßig auf der Grundlage der Angaben des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters durchgeführten Studien, Analysen, Zukunftsprognosen informieren.

§ 5. Den Vorsitz des Lenkungsausschusses übernimmt der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft oder dessen Vertreter.

§ 6. Der Lenkungsausschuss fasst auf Vorschlag des Vertreters des Generalsekretariats des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft eine Geschäftsordnung, in der vor allem die Entscheidungsfindungsverfahren festgelegt werden.

Es wird ein technischer Ausschuss mit der Bezeichnung "Arbeitsgruppe" durch den Lenkungsausschuss eingerichtet. Seine Aufgabe ist die technische Ausführung des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters. In diesem Rahmen wird er beauftragt:

- die technische Umsetzung der Entscheidungen des Lenkungsausschusses zu gewährleisten;
- dem Lenkungsausschuss Entscheidungsvorschläge zu machen;
- die durch die in Artikel 6 vorgesehenen Mitarbeiter realisierten Arbeiten im Rahmen des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters regelmäßig festzulegen und zu verfolgen;
- und jede anderen in der Geschäftsordnung festgelegten Aufgaben zu gewährleisten.

Art 6 - Das IWEPS mobilisiert einen Teil der Arbeitszeit der beiden wissenschaftlichen Attachés, von der Französischen Gemeinschaft entlohnte Vollzeitäquivalente im Rahmen der am 8. Oktober 2009 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen im Rahmen der Stärkung der Synergien im Statistikbereich, um für die Steuerung des Pflichtunterrichtes und des Nicht-Pflichtunterrichtes nützliche Analysen zu erstellen.

Die Französische Gemeinschaft mobilisiert besonders einen Mitarbeiter vom Rang 1, Vollzeitäquivalent, in der AGERS, um für die Steuerung des Pflichtunterrichtes und des Nicht-Pflichtunterrichtes nützliche Analysen zu erstellen.

Art 7 - § 1. Nach dem Inkrafttreten dieser Vereinbarung wird ein Zeitraum von zwei Jahren, ein so genannter Übergangszeitraum, der Einrichtung der Informatikinstrumente und der Verwirklichung der Verknüpfungen zwischen den verschiedenen Datenbanken gewidmet.

§ 2. In dieser Übergangsphase können die Daten ganz oder teilweise miteinander verknüpft, und Teilanalysen durchgeführt werden.

Es obliegt dem Lenkungsausschuss, über die sektoralen bzw. geografischen bzw. chronologischen Prioritäten zu befinden.

Art. 8 - Umsetzung und Entwicklung des Katasters der Bildungswege und der postakademischen Bildungswege sind zwei Jahre nach dem Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens Gegenstand einer Bewertung. Diese wird von dem in Artikel 5 vorgesehenen Lenkungsausschuss übernommen und an sämtliche unterzeichnenden Regierungen gerichtet.

Auf der Grundlage dieser Bewertung und je nach Voranschreiten des Katasters wenden sich die unterzeichnenden Regierungen an die Regierung der Flämischen Gemeinschaft, um die Einrichtung eines Systems für den Datenaustausch über die Bildungswege der von dem Unterrichtssystem einer Gemeinschaft zur anderen Gemeinschaft wechselnden Schüler und Studenten in Betracht ziehen zu können.

Informationshalber wird diese Bewertung an den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie sowie den Wirtschafts- und Sozialrat der Region Brüssel-Hauptstadt weitergeleitet.

Art 9 - Die Daten des in Artikel 2 vorgesehenen Katasters ermöglichen dem IWEPS (im Rahmen der wallonischen Beobachtungsstelle für Beschäftigung) auch, vor allem in Zusammenarbeit mit AMEF und IFAPME, die Entwicklung eines integrierten statistischen Instrumentes zur Weiterverfolgung der Lernenden und der Praktikanten in der französischsprachigen beruflichen Ausbildung in der Wallonischen Region sowie die Auswertung der Bewegungsströme zwischen den Systemen der beruflichen Ausbildung und mit Blick auf den Schritt zur sozioberuflichen Eingliederung.

Art 10 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen wird unbefristet abgeschlossen.

Art 11 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag der Veröffentlichung der letzten schriftlichen Billigung der Vertragsparteien im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 20. März 2014.

Für die Französische Gemeinschaft

Der Ministerpräsident
R. DEMOTTE

Der Minister für den Hochschulunterricht

J.-Cl. MARCOURT

Die Ministerin für Unterricht und Erwachsenenfortbildung

Frau M-M. SCHYNS

Für die Wallonische Region

Der Ministerpräsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Beschäftigung und Ausbildung

A. ANTOINE

Für die Region Brüssel-Hauptstadt

Der Ministerpräsident
R. VERVOORT

Die Ministerin für Wirtschaft und Beschäftigung

Frau C. FREMAULT

Für die Französische Gemeinschaftskommission

Der Ministerpräsident
Ch. DOULKERIDIS

Der Minister für berufliche Ausbildung

R. MADRANE

Die Ministerin für die berufliche Ausbildung des Mittelstands

Frau C. FREMAULT

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft

Der Minister-Präsident
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

O. PAASCH

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203129]

24 APRIL 2014. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijsprojecten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijsprojecten is goedgekeurd.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1033 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 23 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de invoering van een kadaster van onderwijs- en post-onderwijstrajecten

Gelet op de artikelen 1, 24, 38, 39, 127, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Overwegende dat het onontbeerlijk is terug te kunnen vallen op een kadaster dat een overzicht biedt van de trajecten van de leerlingen en studenten, zowel die binnen als die buiten het onderwijs op de arbeidsmarkt en in de sector van de beroepsopleiding, om de overheid in staat te stellen de impact van het gevolgde onderwijs en de verstrekte opleidingen op het leven en het traject van de leerlingen en studenten nauwkeuriger te beoordelen en beter richting te geven aan ons educatief systeem en de beroepsopleiding,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, de Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs, Jean-Claude Marcourt, en de Minister bevoegd voor Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie, Marie-Martine Schyns;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, en de Minister bevoegd voor Arbeid en Beroepsopleiding, André Antoine;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President, Rudi Vervoort, en de Minister van Economie en Tewerkstelling, Céline Fremault;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van haar Minister-President, Christos Doulkeridis, de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding, Rachid Madrane, en de Minister bevoegd voor de Beroepsopleiding van de Middenstand, Céline Fremault;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, Karl-Heinz Lambertz, en de Minister van Onderwijs, Opleiding en Werk, Oliver Paasch,

zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1. ACTIRIS : de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling geregeld door de ordonnantie van 18 januari 2001;
2. ADG : Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft opgericht door het decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap;
3. AGERS : de Algemene Administratie Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
4. ARES : Academie onderzoek en hoger onderwijs, opgericht door het decreet van 7 november 2013;
5. « Pilot database » : de database met individuele statistische gegevens van de leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs, gegevens afkomstig van het tellingsbestand van de leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs;
6. Bruxelles Formation : het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, opgericht door het decreet van 17 maart 1994;
7. ETNIC : het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën, opgericht door het decreet van 27 maart 2002;

8. FOREm : de Waalse Dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, opgericht door het decreet van 6 mei 1999;
9. IAWM : het Institut für Aus und Weiterbildung im Mittelstand opgericht door het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'S;
10. BISA : het Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse - Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
11. IFAPME : het Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, opgericht door het decreet van 17 juli 2003;
12. IWEPS : het Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek, opgericht door het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek;
13. « Saturn » : de voor statistische, historische en wetenschappelijke doeleinden bestemde gegevensbank met de studenten uit het hoger onderwijs buiten de universiteit, uitgaande van de voor statistische doeleinden bestemde inzameling van gegevens « Saturn », verricht bij de instellingen voor hoger onderwijs;
14. SFPME : de Dienst K.M.O. Opleiding, opgericht door het decreet van 17 juli 2003 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het oprichten van een apart beheerde dienst belast met het beheer en de promotie van de permanente vorming voor de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen te Brussel;
15. « Secretariaat-generaal » : het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
16. Derde vertrouwenspartij : de intermediaire organisatie zoals omschreven in artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord beoogt een kadaster in het leven te roepen, een geïntegreerd statistisch instrument voor de follow-up van de leerlingen uit het secundair en hoger onderwijs dat tot doel heeft :

1. de stromen van het gewoon en bijzonder secundair onderwijs naar het hoger onderwijs te analyseren;
2. de stromen binnen het gewoon en bijzonder secundair onderwijs te analyseren;
3. de stromen binnen het hoger onderwijs te analyseren;
4. de stromen van het secundair en hoger onderwijs naar de arbeidsmarkt en/of naar de voorzieningen voor beroepsopleiding te analyseren;
5. de opvolging te waarborgen van alle trajecten van opeenvolgende groepen schoolverlaters en dit over een periode van 10 jaar.

Dit instrument moet toelaten om analyses uit te voeren voor het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en meer afgeleide gebieden zoals de levensbekkens Onderwijs - Opleiding - Werk.

Art. 3. § 1. Met het oog op de invoering van het in artikel 2 bedoelde instrument is het nodig om verschillende gegevensbronnen uit de onderwijs-, sociale zekerheids- en beroepsopleidingssector met elkaar te koppelen. In het instrument moeten gegevens van diverse oorsprong worden geïntegreerd. Deze zijn hieronder bepaald. Om de analyse te verfijnen en de stromen beter in kaart te brengen, kunnen zij aangevuld worden met complementaire gegevens.

§ 2. De gegevens met betrekking tot het onderwijs die nodig zijn om vorm te geven aan het instrument, zijn afkomstig van :

1. de « pilot » database, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Deze omvat tevens de pilot key, die toelaat de nodige gegevens te integreren voor het identificeren van de leerlingen, waardoor de derde vertrouwenspartij een koppeling tot stand kan brengen met de andere gegevensbanken;
2. de gegevensbank « Saturn », waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek. Deze omvat tevens de identificatie key, die toelaat de nodige gegevens te integreren voor het identificeren van de leerlingen, waardoor de derde vertrouwenspartij een koppeling tot stand kan brengen met de andere gegevensbanken;
3. de gegevensbank van de ARES met de studenten uit het hogere onderwijs, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de ARES;
4. de gegevens met betrekking tot de studenten uit het onderwijs voor sociale promotie, waarvoor de gegevensverwerking berust bij de algemene administratie onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
5. de gegevens met betrekking tot het gewoon en bijzonder secundair onderwijs en het hoger onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap, waarvoor de gegevensverwerking berust bij het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

§ 3. De administratieve gegevens die geen verband houden met het onderwijs en nodig zijn om het instrument vorm te geven, zijn afkomstig van :

1. de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid, voor wat het traject op de arbeidsmarkt betreft;
2. de gegevensbanken van FOREm (met inbegrip van de gegevens betreffende de buurtregieën, MIRE, EFT/OISP en AWIPH, waar FOREm bij overeenkomst over beschikt), Bruxelles Formation, het IFAPME, de SFPME, het ADG en het IAWM, voor wat het opleidingstraject betreft.

Art. 4. § 1. In akkoord met het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt de informatica-operator ETNIC er in de hoedanigheid van onderaannemer voor elk jaar vanaf 2005 mee belast:

1. de derde vertrouwenspartij, samen met het rijksregisternummer en de tellings sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de schoolverlaters uit de pilot database;
2. de derde vertrouwenspartij, samen met de identificatiegegevens en de Saturn-sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de studenten uit de Saturn-gegevensbank;
3. de derde vertrouwenspartij, samen met de identificatiegegevens en de Saturn-sleutel, de variabelen te verstrekken die door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep zijn vastgelegd voor de schoolverlaters uit de Saturn-gegevensbank.

§ 2. De informatica-operator ETNIC wordt er in het licht van zijn opdrachten die voortvloeien uit de op 8 oktober 2009 gesloten samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistiek mee belast om voor elk jaar vanaf 2005 :

1. de gegevens met betrekking tot de schoolverlaters ter beschikking te stellen van het BISA, het IWEPS, FOREm, het IFAPME, de SFPME, het IAWM, het ADG, de AGERS, het Secretariaat-generaal, het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid van Actiris, de studiedienst van Bruxelles Formation en de studiedienst van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

2. deze gegevens in te laden in een datawarehouse;

3. binnen de perken van de beschikbare budgettaire kredieten, een instrument voor de exploitatie en de opvolging van alle verzamelde gegevens ter beschikking te stellen van het BISA, het IWEPS, FOREm, het IFAPME, de SFPME, het IAWM, het ADG, de AGERS, het Secretariaat-generaal, het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid van Actiris, de studiedienst van Bruxelles Formation en de studiedienst van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Dit moet gebeuren op grond van modaliteiten en prioriteiten die bepaald zullen worden door het Sturingscomité;

4. individuele gegevens te verstrekken, enkel op verzoek van het Sturingscomité en volgens modaliteiten die geval per geval door het Comité worden bepaald. Indien het niet-anonieme gegevens betreft, moeten deze worden doorgestuurd naar de derde vertrouwenspartij, die zal overgaan tot de verschillende gewenste koppelingen van de gegevensbanken en tot de codering ervan.

§ 3. De ARES wordt ermee belast om voor elk jaar vanaf 2005 de derde vertrouwenspartij samen met de identificatiegegevens :

1. in het bezit te stellen van de elementen van de gegevensbank met de universiteitsstudenten op basis waarvan hun traject in het universitair onderwijs kan worden gereconstrueerd;

2. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank van de ARES, mee te delen.

§ 4. Het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft wordt ermee belast om voor elk beschikbaar jaar vanaf 2005 de derde vertrouwenspartij samen met de identificatiegegevens:

1. in het bezit te stellen van de gegevens van de leerlingen uit het gewoon en bijzonder secundair onderwijs op basis waarvan hun studietraject gereconstrueerd kan worden;

2. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank met de leerlingen uit het gewoon en bijzonder secundair onderwijs, mee te delen;

3. in het bezit te stellen van de gegevens van de studenten uit het hoger onderwijs op basis waarvan hun studietraject gereconstrueerd kan worden;

4. de schoolverlaters die opgenomen zijn in de gegevensbank met de studenten uit het hoger onderwijs, mee te delen.

§ 5. De beroepsopleidingsoperatoren: FOREm, Bruxelles Formation, het IFAPME, de SFPME, het ADG en het IAWM worden ermee belast om voor elk jaar vanaf 2005 indien de gegevens beschikbaar zijn, de derde vertrouwenspartij in het bezit te stellen van de gegevens afkomstig uit hun gegevensbank en van de identificatiegegevens die nodig zijn voor het reconstrueren van het opleidingstraject van de leerlingen die uit het onderwijssysteem gestapt zijn.

§ 6. De derde vertrouwenspartij wordt ermee belast :

1. de individuele gegevens uit de verschillende gegevensbanken onderling te koppelen;

2. de gegevens te coderen overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens en in het daarop betrekking hebbende uitvoeringsbesluit van 13 februari 2001;

3. de individuele gegevens en de schikking der variabelen te verstrekken die vastgelegd zijn door de in artikel 5, § 5, bepaalde werkgroep en afkomstig zijn van de verschillende bij het ETNIC gekoppelde en gecodeerde gegevensbronnen.

Art. 5. § 1. Om de nodige samenwerking rond de in artikel 2 beoogde doelstellingen te optimaliseren, wordt een Sturingscomité opgericht.

§ 2. Het Sturingscomité wordt samengesteld uit de volgende leden :

1. Voor de Franse Gemeenschap :

a) de secretaris-generaal van het MFWB of diens vertegenwoordiger;

b) de directeur van de directie onderzoek van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger;

c) de administrateur-generaal van de AGERS of diens vertegenwoordiger;

d) een lid van de algemene dienst voor de sturing van het onderwijssysteem;

e) de administrateur-generaal van de ARES of diens vertegenwoordiger;

f) de Minister bevoegd voor Secundair Onderwijs of diens vertegenwoordiger;

g) de Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs of diens vertegenwoordiger;

h) de Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie of diens vertegenwoordiger;

i) de Minister bevoegd voor Statistiek of diens vertegenwoordiger;

j) de administrateur-generaal van het ETNIC of diens vertegenwoordiger;

2. Voor de Duitstalige Gemeenschap :

a) de Minister bevoegd voor Onderwijs of diens vertegenwoordiger;

b) de verantwoordelijke van het ministerie belast met opleiding of diens vertegenwoordiger;

3. Voor het Waalse Gewest :

a) de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding of diens vertegenwoordiger;

b) de Minister bevoegd voor Arbeid of diens vertegenwoordiger;

c) de administrateur-generaal van het IWEPS of diens vertegenwoordiger;

d) de administrateur-generaal van FOREm of diens vertegenwoordiger;

e) de administrateur-generaal van het IFAPME of diens vertegenwoordiger;

f) een vertegenwoordiger van de Interfederatie van de EFT/OISP;

4. Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- a) de Minister bevoegd voor Statistiek of diens vertegenwoordiger;
- b) de Minister bevoegd voor Tewerkstelling of diens vertegenwoordiger;
- c) de directeur van het BISA of diens vertegenwoordiger;
- d) de directeur van het Brussels Observatorium voor de Werkgelegenheid of diens vertegenwoordiger;
- e) een vertegenwoordiger van FEBISP;

5. Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

- a) de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding of diens vertegenwoordiger;
- b) de directeur van Bruxelles Formation of diens vertegenwoordiger;
- c) de Minister bevoegd voor Opleiding van de Middenstand of diens vertegenwoordiger;
- d) de directeur van de SFPME of diens vertegenwoordiger.

§ 3. De Ministers van Onderwijs, werk en professionele vorming van de Vlaamse Gemeenschap of hun vertegenwoordiger worden uitgenodigd om als waarnemer met raadgevende stem deel te nemen aan de bijeenkomsten van het Sturingscomité.

§ 4. Het Sturingscomité heeft als opdracht :

1. de derde vertrouwenspartij, zoals gedefinieerd in artikel 1, 15°, aan te wijzen;
2. adviezen voor te bereiden en/of uit te brengen over de operationele, financiële, technische en administratieve uitvoeringsmodaliteiten die samenhangen met de tenuitvoerbrenging van dit samenwerkingsakkoord;
3. alle mogelijke maatregelen voor te stellen met het oog op een vlottere koppeling van de gegevensbanken die nodig zijn voor de samenstelling van het in artikel 2 bedoelde kadaster en de nodige samenwerkingsprotocollen op te maken voor de wederzijdse terbeschikkingstelling van gegevens met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens;
4. alle studies, analyses en toekomstverwachtingen die uitgevoerd worden op basis van de gegevens van het in artikel 2 bedoelde kadaster toe te vertrouwen, te bestellen, te begeleiden, te evalueren en te valoriseren. Alle studies, analyses en onderzoeken die op basis van deze gegevens worden voortgebracht, worden bezorgd aan de leden van het Sturingscomité;
5. uitspraak te doen over alle gegroepeerde of individuele gegevensaanvragen uit het in artikel 2 bedoelde kadaster;
6. de ondertekenende regeringen aanbevelingen te formuleren om het instrument te verbeteren, op basis van een verslag dat wordt opgemaakt door de algemene dienst voor de sturing van het onderwijssysteem, het Observatorium voor het hoger onderwijs, het IWEPS en het BISA en elk lid van het Sturingscomité dat bij de opmaak betrokken wenst te worden. Deze aanbevelingen kunnen onder meer betrekking hebben op een uitbreiding van het instrument tot de analyse en de opvolging van de stromen tussen de voorzieningen voor beroepsopleiding in het licht van de evolutie naar socio-professionele inschakeling. Om dit verslag te onderbouwen, sturen alle leden van het Sturingscomité desgevallend hun opmerkingen, suggesties en voorstellen door naar de auteurs van het verslag;
7. maatregelen te nemen om het in artikel 2 bedoelde kadaster te ontwikkelen en ten uitvoer te brengen in samenhang met de gelijkaardige instrumenten die ontwikkeld zijn door de Vlaamse Gemeenschap om eventueel gegevens uit te wisselen over het traject van leerlingen en studenten die overstappen van het onderwijssysteem van de ene Gemeenschap naar dat van de andere Gemeenschap;
8. samenwerkingsverbanden te ontwikkelen met de buurlanden om eventueel gegevens uit te wisselen over het traject van studenten die verder gaan studeren in het buitenland of over het traject van studenten die uit het buitenland komen;
9. de Sociaal Economische Raad van het Waalse Gewest, de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Vergadering van de Sturingsinstanties voor de levensbekkens regelmatig op de hoogte te houden van de studies, analyses en prospecties die uitgevoerd worden op basis van de gegevens afkomstig van het in artikel 2 bedoelde kadaster.

§ 5. Het Voorzitterschap van het Sturingscomité wordt waargenomen door de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of diens vertegenwoordiger.

§ 6. Op voorstel van de vertegenwoordiger van het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap stelt het Sturingscomité een huishoudelijk reglement op dat onder meer de besluitvormingsprocedures vastlegt.

Er wordt een technisch comité, « werkgroep » genoemd, ingesteld door het Sturingscomité. Deze werkgroep wordt belast met de technische uitvoering van het kadaster bedoeld in artikel 2 en zal in dat verband instaan voor :

- het technische opvolgen van de beslissingen die door het Sturingscomité worden genomen;
- het voorleggen van beslissingsvoorstellen aan het Sturingscomité;
- het bepalen en regelmatig opvolgen van de werkzaamheden die in het kader van het in artikel 2 bedoelde kadaster worden uitgevoerd door de in artikel 6 bedoelde personeelsleden;
- en het uitvoeren van alle andere opdrachten die in het huishoudelijk reglement worden bepaald.

Art. 6. Het IWEPS zet de twee voltijds equivalente wetenschappelijke attachés die in het kader van de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 8 oktober 2009 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest in het kader van de versterking van de samenwerkingsverbanden inzake statistieken bezoldigd worden door de Franse Gemeenschap voor een deel van hun werktijd in om nuttige analyses te verrichten voor de sturing van het verplicht en niet-verplicht onderwijs.

De Franse Gemeenschap mobiliseert specifiek een bij de AGERS tewerkgesteld voltijds equivalent medewerker van niveau 1 om nuttige analyses te verrichten voor de sturing van het verplicht onderwijs en het niet-verplicht onderwijs.

Art. 7. §1. Na de inwerkingtreding van dit akkoord wordt een zogenaamde overgangsperiode van twee jaar ingesteld om vorm te geven aan de informatica-tools en de onderlinge koppelingen tussen de verschillende gegevensbanken tot stand te brengen.

§2. Tijdens deze overgangsperiode kunnen alle of een deel van de gegevens onderling gekoppeld worden en kunnen gedeeltelijke analyses worden uitgevoerd.

Het is de taak van het Sturingscomité om te beslissen over de sectorale, geografische en chronologische prioriteiten.

Art. 8. De tenuitvoerbrenning en de ontwikkeling van het kadaster van onderwijs- en post-onderwijstrajecten worden twee jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord geëvalueerd. Deze evaluatie wordt verricht door het in artikel 5 bedoelde Sturingscomité en bekendgemaakt aan alle ondertekenende regeringen.

Op basis van deze evaluatie en afhankelijk van de vordering van het kadaster zullen de ondertekenende regeringen de Regering van de Vlaamse Gemeenschap verzoeken te overwegen een systeem op te zetten voor het uitwisselen van gegevens over de trajecten van de leerlingen en studenten die overstappen van het onderwijsstelsel van de ene Gemeenschap naar dat van de andere Gemeenschap.

Deze evaluatie wordt ter informatie overgemaakt aan de Sociaal Economische Raad van het Waalse Gewest en de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 9. De gegevens van het in artikel 2 bedoelde kadaster zullen het IWEPS (in het kader van het Observatoire wallon de l'Emploi) in staat stellen, in samenwerking meer bepaald met het AMEF en het IFAPME, een geïntegreerd statistisch instrument te ontwikkelen voor de opvolging van de Franstalige cursisten en stagiairs die een beroepsopleiding volgen in het Waalse Gewest en de stromen tussen de beroepsopleidingsvoorzieningen te analyseren in het licht van de evolutie naar de socio-professionele inschakeling.

Art. 10. Dit samenwerkingsakkoord wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag dat de laatste instemmingsakte van de overeenkomstsluitende partijen bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 20 maart 2014.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister bevoegd voor Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M-M. SCHYNS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister bevoegd voor Arbeid en Beroepsopleiding,
A. ANTOINE

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
R. VERVOORT

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
Mevr. C. FREMAULT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
Ch. DOULKERIDIS

De Minister bevoegd voor Beroepsopleiding,
R. MADRANE

De Minister bevoegd voor de Beroepsopleiding van de Middenstand,
Mevr. C. FREMAULT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werk,
O. PAASCH